



communiqués et autres recommandations, maniant habilement la périphrase et la sémantique politique et diplomatique, n'ont jamais osé prendre courageusement à bras-le-corps la question qui divise et par laquelle le malheur est arrivé, à savoir le 3<sup>e</sup> mandat de Nkurunziza. Les victimes de ce holdup de Nkurunziza, se éveillent chaque jour avec une gueule de bois et l'amer sentiment que ces vénérables n'ont fait que donner, sans aucune contrepartie, la prime et l'omnifonction à l'horreur ! La palme du sarcasme et du mauvais goût revient à la congrégation des chefs d'Etat et à la région qui, à trois reprises en moins de trois mois, et ce malgré la détérioration de la situation au Burundi, n'ont abordé explicitement la question, se contentant des allocutions, des recommandations approximatives et mielleuses sur le calendrier des élections, le démantèlement des milices, l'aide aux réfugiés, la médiation. Que penser de pusillanimité, ce louvoiement, cette hésitation, bref cette propension à la procrastination, au moment où la situation au Burundi vire dangereusement vers l'effondrement et réclame l'urgence ? Est-ce par ignorance de la réalité burundaise ? Est-ce par machiavélisme ou par syndicalisme poujadiste ? On est en droit de penser à la dernière hypothèse. En effet comment comprendre que des responsables, ceux-là mêmes qui ont porté sur les fonts baptismaux l'Accord de l'Arusha, la Constitution qui lui est consubstantielle, au terme d'amples, longues, dures et dispendieuses négociations et qui, par voie de conséquence devraient en être les garants, les gardiens du temple de leur orthodoxie, continuent à multiplier des démarches vaines et infructueuses qui font la part belle à la dissimulation, en édulcorant allégrement la question de fond. Ont-ils peur d'ouvrir la boîte de Pandore, de lancer un appel d'air et de créer un effet domino ? Je suis personnellement tenté de le penser ! A voir la configuration de la démocratie en Afrique, nous sommes devant le constat fait par Jean de La Fontaine dans la fable « les animaux malades de la peste » : « Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés ». Le respect des mandats prescrits dans les différentes constitutions est dans la plupart des pays africains constitue une épine dans le pied de certains chefs d'Etat pour qui, y adhérer constitue un suicide, car c'est le rendez-vous du bilan qui, assez souvent ne sourit pas aux sortants. Sans entrer dans la dissection et l'analyse de la boîte noire du régime Entebbe, sans jouer aux cassandre ou aux oiseaux de mauvaise augure, tous les protagonistes du conflit qui fait rage au Burundi, dans un sursaut sublime de bon sens, devraient s'interroger préalablement sur ce qu'on peut attendre d'un médiateur, celui-là même qui vient d'être désigné ce 6 juillet 2015 par les chefs de la Communauté de l'Afrique de l'Est, qui, durant trente ans sans discontinuer, a mis sous une coupe glorieuse son pays ignorant superbement et arrogamment les principes élémentaires de l'alternance, gage d'une démocratie assumée. Je aimerais évidemment être contredit par la suite des événements ! En dépit de cet amer constat, il est normal de rendre hommage à plusieurs gouvernements dont les Etats Unis d'Amérique, les Pays-Bas, la Belgique, le Canada, la Grande Bretagne, l'Allemagne, la République sud-africaine qui, dès le début de la crise, ont déclaré officiellement que le troisième mandat de Nkurunziza violait outrageusement l'Accord de paix d'Arusha ainsi que la Constitution burundaise et par conséquent était inacceptable. Quelles que soient les positions des uns et des autres, le peuple burundais se doit de refuser d'être poussé à hue ou à dia pour intégrer cette intemporelle critique chantée dans l'Internationale : « Il n'est de sauveurs suprêmes. Ni Dieu, ni César, ni Tribun ! Sauvons-nous nous-mêmes au salut commun ». La frêle embarcation Nkurunziza et consorts va heurter un iceberg qui est le peuple burundais dans toutes ses composantes. Ses gilets et canots de sauvetage seront jetés par-dessus bord, et de Charybde en Scylla, va sombrer dans les abysses du vaste et marécageux océan du désarroi, de l'humiliation et de la honte. Il ne pourrait en être autrement, même si ses organes de sens sont devenus insensibles au déshonneur ; même si prendre un enfant, une femme, un vieillard ou toute autre personne sans défense est une malédiction, prêche l'impunité du criminel.